

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Convention collective de travail du 12 décembre 2025 instaurant une prime exceptionnelle pour le personnel d'accueil des milieux d'accueil de la petite enfance

Préambule.

Considérant les revendications défendues conjointement par les représentants des travailleurs et des employeurs du secteur de la petite enfance en front commun, sollicitant notamment l'alignement de tous les barèmes (publics et privés) sur le barème appliqué aux travailleurs de la commission paritaire 319.02 et la mise en œuvre de mesures concrètes favorisant le caractère tenable des métiers, prioritairement par l'octroi d'aménagements de fin de carrière accessibles aux travailleurs, indépendamment du statut public ou privé de leur employeur ;

Considérant l'objectif d'une harmonisation barémique visant les niveaux de rémunération des puériculteurs.rices de la commission paritaire 319.02, défini dans l'accord conclu entre la Fédération Wallonie – Bruxelles et les représentants des secteurs non-marchands du 28 avril 2023 ;

Considérant la situation sociale difficile vécue par les travailleurs et les employeurs du secteur de l'enfance, caractérisée notamment par des difficultés de recrutement et une augmentation des incapacités et/ou des départs des travailleurs ;

Considérant le protocole d'accord sectoriel ayant pour objet la mise en œuvre de la phase 2 des Accords Non Marchand 2022-2025 ;

Considérant que le protocole d'accord sectoriel précité prévoit l'octroi d'une prime exceptionnelle pour les puéricultrices exerçant dans les milieux d'accueil de la petite enfance subventionné en Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Les partenaires sociaux adoptent les dispositions suivantes.

Chapitre Ier – champ d'application

Article 1^{er}.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et au personnel d'accueil des milieux de la petite enfance suivants :

- les crèches ou les services d'accueil d'enfants autorisés et ayant obtenu le droit au subside de base, au subside d'accessibilité, au subside d'accessibilité sociale renforcée ou au subside d'accessibilité horaire renforcée ;
- les services d'accueil d'enfants malades à domicile agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile ;
- Les crèches, halte-garderie, halte d'accueil, maisons d'enfants non subventionnées (niveau 0).

On entend par personnel d'accueil : le personnel employé affecté à l'accueil des enfants, sans distinction de genre, ci-après dénommé « travailleur ».

Chapitre II – Dispositions générales

Article 2. Octroi d'une prime exceptionnelle

En application du protocole d'accord sectoriel ayant pour objet la mise en œuvre de la phase 2 des Accords Non Marchand 2022-2025, les parties conviennent de poursuivre la revalorisation barémique du personnel d'accueil par l'octroi d'une prime exceptionnelle annuelle telle que reprise dans la présente convention.

Chapitre III – Montant et modalités d'application

Article 3.

Pour l'année 2025, il est octroyé au personnel d'accueil une prime exceptionnelle.

Article 4. Le montant de la prime « brut travailleur » est de 540 € pour un travailleur occupé à temps plein durant toute l'année 2025.

Article 5.

§1 - La prime exceptionnelle est due pour tout travailleur encore sous contrat de travail avec son employeur en décembre 2025 et occupé au moins 13 semaines durant l'année 2025.

§2 – Le montant de la prime est proratisé en cas d'occupation à temps partiel et en cas de prestations effectives (ou assimilées) incomplètes.

On entend par « prestations assimilées » pour cette convention :

- La période d'absence liée au repos pré ou post natal telle que visée au chapitre 4 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail ;
- Les périodes couvertes par une rémunération (vacances annuelles, journées de récupération, période de maladie couverte par le salaire minimum garanti, accident de travail et jours de petit chômage).

Les périodes de prestation seront proratisées par douzièmes.

Article 6.

Ce montant peut être ajouté à l'allocation de fin d'année de l'année 2025, versée sur base de la convention collective de travail du 19 septembre 1988 (AR 09/12/1988 – MB 17/12/1988) octroyant au personnel des milieux d'accueil de l'enfance une allocation de fin d'année. S'il est ajouté à l'allocation de fin d'année, le montant sera versé avant le 31 décembre 2025.

A défaut, ce montant est dû aux travailleurs

- au plus tard à la fin du mois qui suit la liquidation du montant de la subvention « accord du non marchand » pour les institutions et services visés à l'article 1, alinéas 1 et 2 de la présente convention ;
- au plus tard le 15 juin 2026 pour les institutions visées par l'article 1, alinéa 3 de la présente convention.

Chapitre IV – Procédure dérogatoire

Article 7.

Pour les institutions et services visés à l'article 1^{er} alinéa 3, il est possible d'obtenir une exemption du paiement de cette prime exceptionnelle.

Les modalités de cette exemption font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide

sociale et des soins de santé, auquel participeront des représentants membres de la CP332 et désignés par celle-ci.

La mesure dérogatoire ne peut exister que pour autant qu'elle soit indispensable à la survie de l'institution. Pour bénéficier de cette dérogation, l'employeur doit transmettre une demande à la Commission paritaire conformément à l'annexe à la présente convention.

Chapitre V – Condition suspensive

Article 8.

Les parties conviennent explicitement que les avantages visés dans la présente convention collective de travail ne seront effectivement octroyés aux travailleurs que pour autant que les arrêtés du Gouvernement relatif au protocole d'accord sectoriel ayant pour objet la mise en œuvre de la phase 2 des Accords Non Marchand 2022-2025 en assurant le financement soient adoptés et entrent en vigueur.

Chapitre VI – Dispositions finales

Article 9.

La présente convention collective de travail prend ses effets à la date du 12 décembre 2025.

Elle est conclue pour une durée déterminée et prendra fin le 30 juin 2026.

Elle peut être dénoncée par les parties moyennant un préavis de 3 mois adressé par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé

Annexe à la Convention collective de travail du 12 décembre 2025 instaurant une prime exceptionnelle pour le personnel d'accueil des milieux d'accueil de la petite enfance

Modalités de demande de la procédure d'exemption

Pour les travailleurs occupés dans les institutions et services visés à l'article 1^{er} alinéa 3, le bénéfice de tout ou partie des avantages accordés par la présente convention collective de travail peut toutefois être exclus.

Les modalités de l'exemption font l'objet d'une concertation menée dans le cadre d'un comité ad hoc, mis sur pied par la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé, auquel participeront des représentants membres de la CP332 et désignés par celle-ci.

La mesure d'exemption ne peut exister que pour autant qu'elle soit indispensable à la survie de l'institution.

Pour demander une exemption de la mesure, l'institution constitue un dossier reprenant, entre autres :

- La motivation de la demande de l'exemption
- Les statuts de l'institution
- L'autorisation de l'ONE, comprenant également les capacités en termes de places du milieu d'accueil et les heures d'ouverture
- Un cadastre du personnel reprenant entre autres le nombre de travailleurs en accueil de l'enfance concernés par la mesure et leurs statuts, ainsi que le personnel d'encadrement global
- Le bilan et compte de résultats des deux années antérieures
- Les montants des tarifs appliqués aux parents
- Tout autre document utile

Les documents doivent être adressés à la présidente de la CP 332 avant le 28 février 2026, de préférence par courriel : veronique.dubois@emploi.belgique.be ou à l'adresse suivante : SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, A l'attention de la présidente de la CP 332, rue Ernest Blérot, 1 à 1070 Bruxelles. Le comité ad hoc se prononcera sur la demande de report avant le 31 mai 2026.

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2025 tot invoering van een bijzondere toelage voor het opvangpersoneel van de "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (kinderopvangvoorzieningen)

Preamble

Gelet op de eisen die de vertegenwoordigers van de werknemers en van de werkgevers in de sector van de kinderopvang gezamenlijk hebben verdedigd, met name het verzoek om alle loonschalen (openbaar en privé) op één lijn te brengen met de loonschaal die wordt toegepast op de werknemers van het paritair comité 319.02 en de uitvoering van concrete maatregelen die de houdbaarheid van de beroepen bevorderen, met als prioriteit het toekennen van eindeloopbaanaanpassingen die toegankelijk zijn voor de werknemers, ongeacht het openbare of privéstatuut van hun werkgever;

Gelet op de doelstelling van een baremieke harmonisering met het oog op de verloningsniveaus van de kinderverzorg(st)ers van paritair comité 319.02, bepaald in het akkoord dat werd gesloten tussen de Federatie Wallonië-Brussel en de vertegenwoordigers van de non-profitsectoren van 28 april 2023;

Gelet op de moeilijke sociale situatie van de werknemers en de werkgevers in de kinderopvangsector, die met name wordt gekenmerkt door aanwervingsmoeilijkheden en een toename van het aantal arbeidsongeschikten en/of vertrek van werknemers;

Gelet op het sectoraal protocolakkoord met het oog op de tenuitvoerlegging van fase 2 van de non-profitakkoorden 2022-2025;

Overwegende dat het voornoemde sectoraal protocolakkoord voorziet in de toekenning van een bijzondere toelage voor de kinderverzorgsters die werkzaam zijn in de gesubsidieerde kinderopvangvoorzieningen in de Federatie Wallonië-Brussel;

nemen de sociale partners de volgende bepalingen aan.

Hoofdstuk I - Toepassingsgebied

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op het opvangpersoneel van de volgende "milieux d'accueil de la petite enfance" (kinderopvangvoorzieningen):

- de kinderdagverblijven en diensten voor kinderopvang met een vergunning en het recht op de basissubsidie, de toegankelijkheidssubsidie, de verhoogde sociale toegankelijkheidssubsidie of de verhoogde toegankelijkheidssubsidie per uur;
- de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen die zijn erkend en gesubsidieerd overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van het reglement voor de diensten voor thuisopvang van zieke kinderen.
- De kinderdagverblijven, "halte-gardereries", tijdelijke kinderopvang, kinderopvangtehuizen die geen subsidies ontvangen (niveau 0).

Onder opvangpersoneel wordt verstaan: het bedienendpersoneel toegewezen aan de kinderopvang, zonder onderscheid in geslacht, hierna "werknemer" genoemd.

Hoofdstuk II - Algemene bepalingen

Artikel 2. Toekenning van een bijzondere toelage

Met toepassing van het sectorale protocolakkoord met het oog op de tenuitvoerlegging van fase 2 van de non-profitakkoorden 2022-2025, komen de partijen overeen om de baremieke herwaardering van het opvangpersoneel voort te zetten door de toekenning van een bijzondere jaarlijkse toelage zoals opgenomen in deze overeenkomst.

HOOFDSTUK III - Bedragen en toepassingsmodaliteiten

Artikel 3.

Voor het jaar 2025 wordt aan het opvangpersoneel een bijzondere toelage toegekend.

Artikel 4. Het bedrag van de bruto werknemerstoelage is 540 € voor een voltijdse werknemer gedurende het hele jaar 2025.

Artikel 5.

§1 - De bijzondere toelage is verschuldigd voor elke werknemer die in december 2025 nog gebonden is door een arbeidsovereenkomst met zijn werkgever en die ten minste 13 weken is tewerkgesteld gedurende het jaar 2025.

§2 - Het bedrag van de toelage wordt gepronatiseerd in geval van deeltijdse tewerkstelling en van onvolledige effectieve (of gelijkgestelde) prestaties.

Voor deze overeenkomst wordt onder "gelijkgestelde prestaties" verstaan:

- De periode van afwezigheid in het kader van pre- of postnataal verlof zoals bedoeld in hoofdstuk 4 van de arbeidswet van 16 maart 1971.
- De periodes gedekt door een loon (jaarlijkse vakantie, recuperatiedagen, ziekteperiode gedekt door het gewaarborgd minimumloon, arbeidsongeval, dagen kort verzuim).

De prestatieperiodes zullen worden gepronatiseerd per twaalfde.

Artikel 6.

Dit bedrag mag worden toegevoegd aan de eindejaarstoelage van het jaar 2025, gestort op basis van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 september 1988 (KB 09/12/1988 - BS 17/12/1988) tot toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de kinderopvangvoorzieningen. Als het bedrag bij de eindejaarstoelage wordt gevoegd, wordt het uitbetaald vóór 31 december 2025.

Zoniet is dit bedrag aan de werknemers verschuldigd

- uiterlijk op het einde van de maand die volgt op de vereffening van het bedrag van de subsidie "akkoord van de non-profit" voor de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1, 1ste en 2de lid van deze overeenkomst;
- uiterlijk op 15 juni 2026 voor de instellingen bedoeld in artikel 1, 3de lid van deze overeenkomst.

Hoofdstuk IV - Afwijkingsprocedure

Artikel 7.

Voor de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1, 3de lid, is het mogelijk een vrijstelling te verkrijgen van de betaling van deze bijzondere toelage.

Over de modaliteiten van deze vrijstelling wordt overlegd in het kader van een comité ad hoc dat zal worden opgericht door het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en dat zal bestaan uit vertegenwoordigers die lid zijn van het PC332 en die hierdoor werden aangesteld.

De afwijkende maatregel kan enkel bestaan voor zover ze essentieel is voor het voortbestaan van de instelling. Om recht te hebben op deze afwijking moet de werkgever een verzoek richten aan het paritair comité overeenkomstig de bijlage bij deze overeenkomst.

Hoofdstuk V - Opschortende voorwaarde

Artikel 8.

De partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de voordelen waarnaar in deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt verwezen, slechts effectief aan de werknemers zullen worden toegekend indien de regeringsbesluiten met betrekking tot het sectorale protocolakkoord met het oog op de tenuitvoerlegging van fase 2 van de non-profitakkoorden 2022-2025 die de financiering ervan verzekeren, worden aangenomen en in werking treden.

Hoofdstuk VI - Slotbepalingen

Artikel 9.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 12 december 2025.

Zij wordt gesloten voor bepaalde tijd en loopt ten einde op 30 juni 2026.

Zij kan worden opgezegd door de partijen met een opzeggingstermijn van 3 maanden per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector

Bijlage bij de Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 december 2025 tot invoering van een bijzondere toelage voor het opvangpersoneel van de "Milieux d'Accueil de la Petite Enfance" (kinderopvangvoorzieningen)

Aanvraagmodaliteiten voor de vrijstellingsprocedure

Voor de werknemers tewerkgesteld in de instellingen en diensten bedoeld in artikel 1, 3de lid, kan het recht op alle voordelen of een deel ervan die worden toegekend door deze collectieve arbeidsovereenkomst echter worden uitgesloten.

Over de modaliteiten van de vrijstelling wordt overlegd in het kader van een ad hoc comité, opgericht door het paritair comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en dat zal bestaan uit vertegenwoordigers die lid zijn van het PC332 en die hierdoor werden aangesteld.

De afwijkende maatregel kan enkel bestaan voor zover ze essentieel is voor het voortbestaan van de instelling.

Om een vrijstelling van de maatregel te vragen, stelt de instelling een dossier samen met onder andere:

- De motivatie van de aanvraag tot vrijstelling
- De statuten van de instelling
- De toestemming van de ONE, die ook de capaciteit in termen van plaatsen in de kinderopvangvoorziening en de openingstijden omvat
- Een personeelsregister met, onder andere, het aantal werknemers in de kinderopvang waarop de maatregel betrekking heeft en hun statuten, evenals het algemeen kaderpersoneel
- De balans en resultatenrekening van de twee voorgaande jaren
- De tarieven die op de ouders worden toegepast
- Alle andere nuttige documenten

De documenten moeten worden verstuurd aan de voorzitter van het PC 332 vóór 28 februari 2026, bij voorkeur via mail: veronique.dubois@emploi.belgique.be of op volgende adres:

FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, ter attentie van de voorzitter van het PC332, Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel. Het comité ad hoc zal zich voor 31 mei 2026 uitspreken over het verzoek tot uitstel.